

CGT Educ'action 01 > Actualité > **Après le 1er février, on continue ! Le 6, en grève et dans la rue !**



Après le 1er février, on continue ! Le 6, en grève et dans la rue !

samedi 10 février 2024, par [CGT educ'action](#)

La CGT Educ'action, en intersyndicale, appelle les personnels à faire de la semaine du 5 février une semaine d'action dans l'Éducation et à faire grève le 6 février 2024. Dans l'Ain, la CGT Educ'action appelle à rejoindre la manifestation prévue à 14h place Guichard à Lyon ou à se retrouver à 13h devant l'IA de Bourg-en-Bresse.

La CGT Educ'action soutient toutes les mobilisations locales décidées par les personnels durant les semaines suivantes et appellent les personnels à participer massivement à la grève et manifestations féministes du 8 mars.

Elle appelle les personnels à faire de la semaine du 11 mars une semaine d'AG, heures d'information syndicale et tournée d'écoles, établissements et services pour faire de la grève Fonction publique du 19 mars une réussite.

MOBILISATION LOCALE POUR LA JOURNÉE DU 6 FÉVRIER :

- Lyon : rdv 14 place Guichard. [+ d'infos sur le site de nos camarades de la CGT Educ'action 69, ici](#)
- *ou bien, pour celles et ceux qui ne pourront pas se rendre à Lyon :*
Bourg-en-Bresse : rdv 13h devant l'IA, rue de la Paix.

APPELS INTERSYNDICAUX :



Pour gagner, on continue : en grève le 6 février !

Après la réussite de la journée de grève du 1^{er} février, nos organisations SNES-FSU, CGT Educ'Action et SUD Education appellent à la grève le mardi 6 février.

Où au choc des salaires...

Le 1^{er} février, les personnels ont largement dénoncé le mépris de la ministre pour l'École publique mais aussi les politiques qui engendrent une forme de séparation scolaire et social. Ils ont réaffirmé leur attachement à l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire. C'est aussi la politique menée par Arlette Chabot-Castéra et Gabriel Attal qui suscite une grande colère chez les personnels. Le dossier des salaires ne peut pas être clos : les mesures prises ne permettent même pas un rattrapage des pertes de ces dernières années. Le pacte n'est pas de la revalorisation, mais une charge de travail supplémentaire et une attaque contre notre statut.

Non au choc des savoirs !

Le choc des savoirs dénote les contours d'une École passiviste et conservatrice. A travers les groupes de niveaux, c'est l'École du tri social qui se met en place. Nous n'avons pas choisi ce métier pour trier les élèves, mettre à l'écart les élèves les plus en difficulté, voire même les élèves en situation de handicap ou allophones ! La mise en place des groupes de niveaux à marche forcée déstabilise aussi les collègues : quoi qu'en dise la ministre, il y a bien des suppressions de débordements, d'options pour financer ce dispositif pourtant largement rejeté par les personnels sur le terrain. Cette mise en place à marche forcée est d'une grande violence pour nos collègues qui voient leur identité professionnelle mise.

La colère est grande chez les personnels. Après une première journée réussie, pour gagner, il faut continuer l'action et amplifier le rapport de force ! Le SNES-FSU, la CGT Educ'Action et SUD Education appellent à poursuivre et amplifier rapidement la mobilisation pour nos salaires et pour l'abandon des contre-réformes de tri social du collège et des lycées comme les mesures choc des savoirs : soyons nombreuses et nombreux en grève le mardi 6 février.

A Paris, le 4 février 2024



Pour l'École publique, un plan d'action dans la durée !

La journée de grève du 1^{er} février a été une réussite : à l'appel de nos organisations syndicales, des centaines de milliers de collègues se sont mis en grève, des écoles étaient fermées, la grève était majoritaire dans certains collèges et lycées. Les cortèges des manifestations étaient denses, preuve de la force de la mobilisation.

Nos collègues ont clairement exprimé leur attachement à l'École publique. Ils ont aussi dénoncé le mépris de la ministre de l'Éducation mais surtout l'orientation de la politique menée par l'exécutif : absence de revalorisation salariales, choc des savoirs qui symbolise une modélisation d'École passiviste et conservatrice qui va à l'encontre de l'intérêt des élèves et des personnels. Cet ensemble de mesures est une redoutable menace en cause de la liberté professionnelle des enseignants et va poser les bases d'une École du tri social à l'image des groupes de niveaux qui vont contribuer à assigner les élèves à leurs positions sociales et scolaires, mais aussi à exclure des classes les élèves en situation de handicap et les élèves allophones.

Concernant la voie pro, nous demandons au ministère de l'Éducation nationale de reconsidérer la réforme, notamment sur la terminale, afin de construire des enseignements ambitieux pour les élèves.

Nous sommes à un point de bascule pour l'École publique. Cela appelle une réponse forte qui passe par une action dans la durée. Une journée de grève ne suffira pas pour gagner. Aussi, pour défendre l'École publique, exiger l'ouverture de discussions immédiates sur les salaires ainsi que l'abandon des mesures choc des savoirs, pour des mesures qui améliorent nos conditions de travail (notamment par l'annulation des suppressions de postes et la création des postes nécessaires), nos organisations PSU, UNSA Education, SGEN-CFDT, CGT Educ'Action et SUD Education décident de s'inscrire dans un plan d'action dans la durée :

- semaine d'actions du 5 au 9 février (rassemblements à l'occasion des instances départementales et académiques), avec par exemple un temps fort le mardi 6 février selon les contextes,

- lancement d'une pétition intersyndicale pour demander l'abandon des mesures choc des savoirs,

- Nos organisations s'engagent aussi dans la préparation d'un rebond fort et durable de l'action en mars pour le service public d'Éducation et ses personnels.

L'École publique n'est pas loin de l'effondrement. La colère des personnels est grande. Le premier ministre, s'il ne prend pas la mesure de la gravité de la situation et y apporte des réponses immédiates, porterait alors une immense responsabilité dans l'aggravation de la crise que traverse l'École publique et ses personnels.

A Paris, le 4 février 2024

APPEL CGT :

la cgt
ÉDUC'ACTION

Construire la mobilisation pour gagner

La CGT Éducation se félicite de la mobilisation aujourd'hui 1^{er} février, partout sur le territoire. L'École publique est à bout de souffle et ne tient que par le volontarisme de ceux et celles qui y travaillent et y croient encore.

La dégradation des conditions de travail, l'absence de revalorisation salariale, les contre-réformes qui d'accumulent ainsi que le « Choc des savoirs » qui va attribuer des moyens à des dispositifs inexistants comme les groupes de niveau, ont poussé les personnels à se mettre en grève et à manifester leur fort mécontentement vis-à-vis de la politique ministérielle. La CGT Éducation défend également la vision positive de l'École, illustrée par la volonté de mettre en place la tenue unique et la généralisation du SMI. Par ailleurs, les propos d'Amélie Doudès Castera, déignant l'École publique et ses personnels montrent à quel point l'Éducation nationale est méprisée par le pouvoir en place.

La CGT Éducation appelle les personnels à se réunir en HS et en AG pour établir les revendications pour leur école, établissement et service afin de débattre de la poursuite de la grève pour les catéfaliers.

D'ores et déjà la CGT Éducation, en intersyndicale, appelle les personnels à faire de la semaine du 5 février une semaine d'action dans l'Éducation et à faire grève le 6 février 2024. Elle soutient toutes les mobilisations locales déclinées par les personnels durant les semaines suivantes et appelle les personnels à participer massivement à la grève et manifestations féministes du 8 mars.

Elle appelle les personnels à faire de la semaine du 11 mars une semaine d'AG, heures d'information syndicale et tournée d'écoles, établissements et services pour faire de la grève Fonction publique du 19 mars une réussite et mettre en débat la reconduction du mouvement après le 19.

Dans l'immédiat, la CGT Éducation exige l'abandon du Choc des savoirs, l'attribution des heures dédiées aux groupes de niveau à la baisse des effectifs par classe ; l'abandon du Pacte au bénéfice d'une revalorisation salariale sans condition, de la réforme du LP et des évaluations nationales ; l'abandon des suppressions de postes prévues cette année, une augmentation initiale de 400 € net de l'ensemble des personnels ; un statut de catégorie B pour les AESH.

C'est par une mobilisation dans la durée que nous obtiendrons les inévitables transformations au service des personnels et des élèves avec l'abandon de la réforme des retraites et de toutes les réformes de tri social, de la réforme du lycée à Parcoursup ; des créations massives de postes dans tous les corps, la nationalisation de l'enseignement privé sous contrat, l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation et l'ouverture de négociations sur les grilles salariales.

Manteuil, le 2 février 2024

CGT Éducation - 263 rue de Paris - case 549 - 93015 Montreuil cedex
Tél : 01 55 82 76 55 - e-mail : unen@cgteduc.fr - internet : www.cgteduc.fr

AFFICHE CGT :

la cgt
ÉDUC'ACTION

MARDI 6 FÉVRIER
EN GRÈVE

TOUTES & TOUS

ON RECONDUIT!
13h à Bourg devant l'A
14h à Lyon place
Gaulthard

SUPPRESSION DE POSTES
CHOC DES SAVOIRS
BAISSE DES SALAIRES
RESPONDE DE LA VOIE PRO
ACTE 2 ÉCOLE INCLUSIVE

LUTTONS
POUR NOS SALAIRES
POUR NOS POSTES
CONTRE LE CHOC DES SAVOIRS

CGT Éducation - 263 rue de Paris - case 549 - 93015 Montreuil - unen@cgteduc.fr - 01 55 82 76 55

